



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des Territoires

Arrêté préfectoral du **18 MAI 2021**
portant prescriptions complémentaires relatives à la sécurité du barrage de l'étang d'Olivet
situé sur les communes du Genest-Saint-Isle et d'Olivet

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code civil, notamment ses articles 1240 et 1244 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 181-1 et suivants, L. 211-1, L. 211-3, L. 214-3, L. 214-6, L. 214-18, R. 181-1 et suivants, R. 214-1, R. 214-112 à R. 214-128 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 (5°) ;

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins du classement de ces ouvrages en application de l'article R. 214-112 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret, préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 10 décembre 2014 portant approbation de la révision du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de la Mayenne ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire réalisé le 20 juin 2019 ;

Vu la note d'interprétation de l'arrêté du 17 mars 2017 précisant les modalités de détermination de la hauteur et du volume des barrages et ouvrages assimilés aux fins de classement de ces ouvrages en application de l'article de R. 214-112 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire en date du 8 février 2021 sur le projet d'arrêté de classement et de prescriptions complémentaires ;

Vu l'absence de réponse de Madame Danièle Maslow, copropriétaire du barrage, concernant le projet du présent arrêté, notifié par courrier recommandé avec accusé de réception le 13 avril 2021, dans le délai de 15 jours après transmission ;

Vu l'absence de réponse de Laval Agglomération, copropriétaire du barrage, concernant le projet du présent arrêté, notifié par courrier recommandé avec accusé de réception le 13 avril 2021, dans le délai de 15 jours après transmission ;

Vu l'absence de réponse de la fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique de la Mayenne, copropriétaire du barrage et propriétaire de l'étang d'Olivet, concernant le projet du présent arrêté, notifié par courrier recommandé avec accusé de réception le 13 avril 2021, dans le délai de 15 jours après transmission ;

Vu l'absence de réponse du conseil départemental de la Mayenne, copropriétaire du barrage, concernant le projet du présent arrêté, notifié par courrier recommandé avec accusé de réception le 13 avril 2021, dans le délai de 15 jours après transmission ;

Considérant que l'ouvrage a été régulièrement autorisé au titre de la législation sur l'eau et les milieux aquatiques et marins ;

Considérant que les caractéristiques du barrage et de la retenue de l'étang d'Olivet soumettent l'ouvrage aux dispositions de l'article R.214-112 du code de l'environnement (hauteur de 5,60 m et volume de retenue de 202 254 m³) ;

Considérant la présence d'une ou plusieurs habitations dans les 400 mètres en aval du barrage ;

Considérant que le barrage sert de remblai à la route départementale 576 et en constitue ainsi un accessoire indispensable à son exploitation ;

Sur proposition de madame la directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

A R R Ê T E

TITRE I : CLASSE ET GESTION DE L'OUVRAGE

Article 1 : classe du barrage

Le barrage de l'étang d'Olivet relève de la nomenclature des « installations, ouvrages, travaux et aménagements » du code de l'environnement, sous la rubrique 3.2.5.0, régime de l'autorisation, et de la classe C au sens de l'article R. 214-112 du code de l'environnement, modifié par le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015.

Nom de l'ouvrage	Propriétaires	Coordonnées Lambert 93	Caractéristiques
Barrage de l'étang d'Olivet	- Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique de la Mayenne - Conseil départemental de la Mayenne - Laval Agglomération - Mme Danièle Maslow	X = 408 963 m Y = 6 787 022 m	Hauteur maximale = 5,60 m Volume de la retenue = 202 254 m ³ Présence d'une ou plusieurs habitations dans les 400 m en aval

Les parcelles cadastrales constituant et jouxtant l'ouvrage figurent dans le document annexé au présent arrêté.

Le gestionnaire du barrage est la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Mayenne, propriétaire du plan d'eau et de ses organes de régulation.

Article 2 : exploitation de l'ouvrage

Il appartient aux propriétaires et au gestionnaire désignés à l'article 1 du présent arrêté, ainsi qu'à toute personne que les propriétaires jugeraient nécessaires (en particulier les bénéficiaires de l'ouvrage), de déterminer solidairement par le biais d'une convention, dont ils seraient les titulaires, l'organisation de l'exploitation de l'ouvrage et notamment les modalités mises en œuvre pour parvenir au respect des prescriptions relatives au classement du barrage et rendre l'ouvrage conforme aux dispositions prévues par le code de l'environnement.

TITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA CLASSE DE L'OUVRAGE

Article 3 : règles relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques

Les propriétaires et le gestionnaire du barrage de l'étang d'Olivet le rendent conforme aux dispositions des articles R. 214-112 à R. 214-128 du code de l'environnement ; pour cela ils établissent, ou font établir les éléments suivants :

Dossier de l'ouvrage

Ce **dossier technique** regroupe tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

Les propriétaires et le gestionnaire transmettent au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire la liste des pièces constituant le dossier de l'ouvrage, **au plus tard six mois après la notification du présent arrêté**, puis à chaque mise à jour.

Description de l'organisation

Ce **document décrit l'organisation mise en place** pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant l'ouvrage et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires. Il comprend notamment les consignes écrites de surveillance, et d'exploitation en période de crue et la convention prévue à l'article 2 du présent arrêté. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Les propriétaires et le gestionnaire du barrage veillent à ce que les dispositions pour la gestion et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances, telles que mentionnées dans les consignes écrites, soient connues et respectées des personnels intervenant sur l'ouvrage.

Le document de description de l'organisation est remis au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire, **au plus tard six mois après la notification du présent arrêté**, puis à chaque modification.

Registre

Sur ce **registre**, sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage.

Le registre est mis en place **dès la notification du présent arrêté** et renseigné régulièrement.

Rapport de surveillance

Un **rapport de surveillance** périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies est intégré au dossier de l'ouvrage.

Le rapport pour la période 2016-2021 devra être établi **avant le 31 mars 2022 puis tous les 5 ans**. Il est remis au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire dans le mois suivant sa réalisation.

Rapport d'auscultation

Les propriétaires dotent le barrage d'un dispositif d'auscultation permettant d'en assurer une surveillance efficace, **dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté**, sauf à exercer une surveillance suffisante afin de pallier à l'absence de dispositif d'auscultation. Dans ce cas, une demande de dérogation accompagnée de la description des mesures de surveillance alternatives sera adressée au préfet dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Suite à la mise en place du dispositif d'auscultation, les propriétaires et le gestionnaire du barrage font établir un **rapport d'auscultation périodique**, à rédiger par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132. Le rapport fournit un avis sur le comportement de l'ouvrage et un engagement des propriétaires sur les éventuelles mesures à prendre pour améliorer la sécurité, avec un échéancier de réalisation. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Ce rapport est établi **5 ans après la mise en place du dispositif d'auscultation puis tous les 5 ans**. Il est remis au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques de la DREAL des Pays de la Loire dans le mois suivant sa réalisation.

Déclaration des incidents

Les propriétaires et le gestionnaire déclarent au préfet, et au service de contrôle, les événements affectant la sûreté hydraulique de l'ouvrage, tels que prévus à l'article R. 214-125 du code de l'environnement, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 21 mai 2010.

Visites techniques approfondies

Les propriétaires et le gestionnaire surveillent et entretiennent leur ouvrage et ses dépendances. Ils procèdent notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des **visites techniques approfondies** de l'ouvrage qui sont effectuées **au moins une fois dans l'intervalle de deux rapports de surveillance**. Une visite technique approfondie devra être effectuée **avant le 31 mars 2022**.

En outre, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou évolution déclaré en application de l'article R. 214-125, et susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

Le compte rendu de la visite technique approfondie est transmis au service de contrôle des ouvrages hydrauliques dans un **délai de 3 mois maximum** après réalisation de la visite. Il est intégré au dossier de l'ouvrage.

Conservation des documents relatifs à l'ouvrage

Les propriétaires et le gestionnaire tiennent à jour le dossier, le document de description de l'organisation, le registre, et les conservent de façon à ce qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances, et tenus à la disposition du service de l'État chargé du contrôle.

Article 4 : Prescriptions consécutives à la visite d'inspection du 20 juin 2019

Etudes hydrologique et hydraulique

Les pétitionnaires font réaliser par un bureau d'étude agréé une étude hydrologique du bassin versant afin de déterminer les débits entrants pour des crues décennale, centennale et millénaire.

Cette étude sera complétée par une étude hydraulique permettant de déterminer les capacités de débit de l'évacuateur et de la conduite de vidange de fond et de déterminer la hauteur de revanche pour chaque événement précédemment cité en conservant une cote des plus hautes eaux située au minimum à 40 cm de la crête de l'ouvrage.

Le résultat de ces études est à transmettre au service de contrôle dans un **délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.**

TITRE III : RESPECT DU DÉBIT RÉSERVÉ

Article 5 : la gestion du plan d'eau doit respecter en permanence un débit réservé à l'aval de l'ouvrage. Le débit réservé est fixé au 1/10 du module au droit du barrage ou égal au débit entrant si celui-ci est inférieur.

TITRE IV : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6 : sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre des propriétaires et du gestionnaire du barrage les mesures de police prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le titulaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

- par les bénéficiaires dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur est notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours devant le tribunal administratif.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté et en application de l'article R. 181-51, du code de l'environnement, le préfet en informe les bénéficiaires

de la décision pour leur permettre d'exercer les droits qui leur sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Sans préjudice des délais et voies de recours devant le tribunal administratif, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, l'absence de réponse vaut rejet tacite de la réclamation. S'il estime que la réclamation est fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

Article 10 : publication et information des tiers

Le présent arrêté est notifié à la fédération départementale de pêche et protection du milieu aquatique de la Mayenne, à Laval Agglomération, au conseil départemental de la Mayenne et à Madame Danièle Maslow, copropriétaires du barrage.

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie des communes du Genest-Saint-Isle et d'Olivet, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et à la commission locale de l'eau du SAGE Mayenne, pour information.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne. Il est également mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'au moins un an.

Article 11 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et les maires des communes du Genest-Saint-Isle et d'Olivet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée.

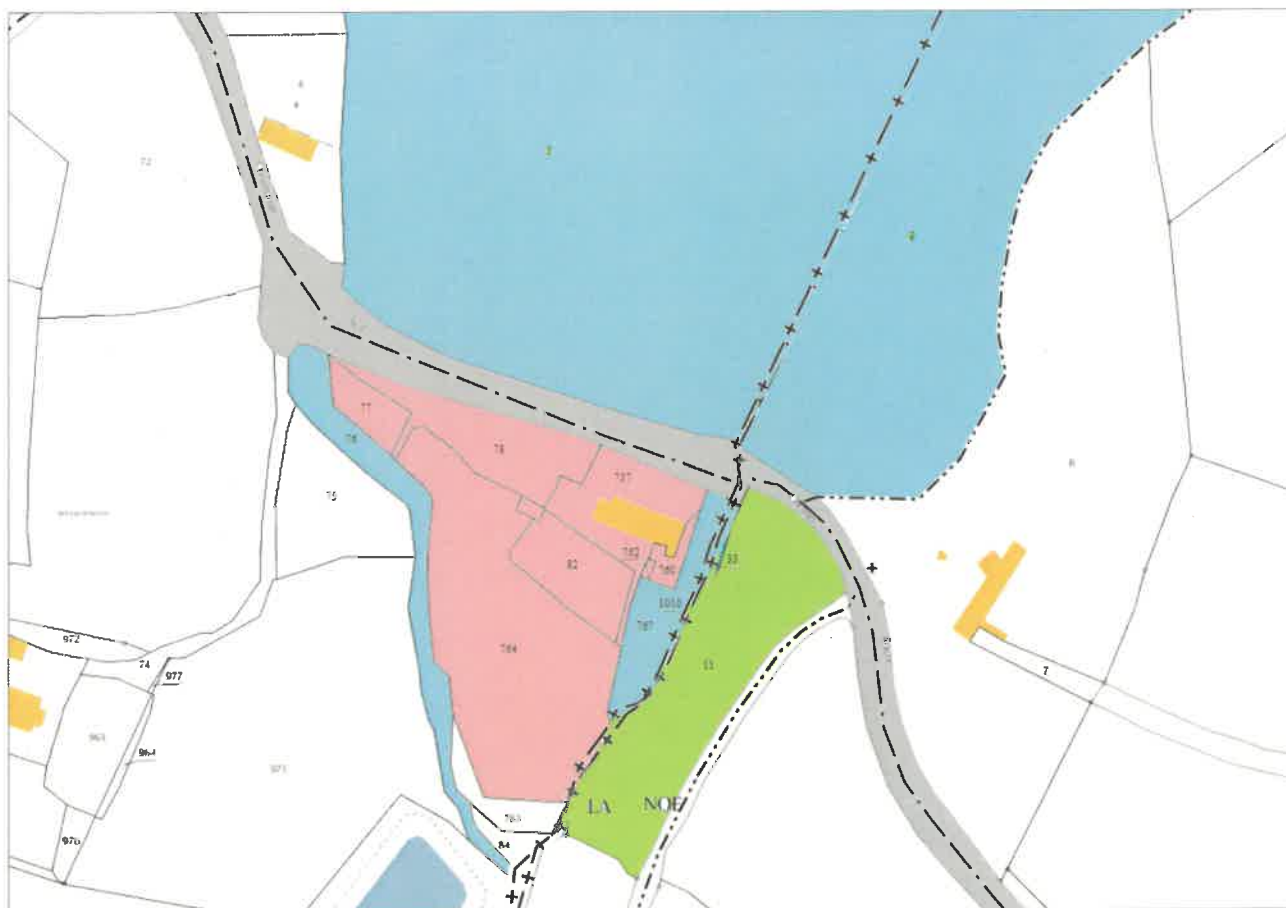
Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des territoires,



Isabelle Valade

Annexe à l'arrêté préfectoral du **18 MAI 2021** portant prescriptions complémentaires relatives à la sécurité du barrage de l'étang d'Olivet situé sur les communes du Genest-Saint-Isle et d'Olivet

Extrait cadastral



	Laval Agglomération
	Mme Danièle Maslow
	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
	Conseil départemental de la Mayenne

Liste des parcelles et des propriétaires

Section	Numéro	Propriétaire
Commune du Genest-Saint-Isle		
ZC	9	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
ZB	11	Mme Danièle Maslow
ZB	33	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
DP	DP	Conseil départemental de la Mayenne
Commune d'Olivet		
AB	5	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
B	76	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
B	77	Laval Agglomération
B	78	Laval Agglomération
B	82	Laval Agglomération
B	757	Laval Agglomération
B	760	Laval Agglomération

B	762	Laval Agglomération
B	764	Laval Agglomération
B	767	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
B	1010	Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Mayenne
DP	DP	Conseil départemental de la Mayenne